

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 20 Juillet 2026

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

English summary

Nigeria

- CBN maintains its monetary policy rate at 26.5%;
- Fuel imports rise by 207% in June;
- ECOWAS has signed the Intergovernmental Agreement on the Africa-Atlantic Gas Pipeline (GAA) and reaffirmed its support for the project;
- The Nigerian Upstream Petroleum Regulatory Commission (NUPRC) has awarded 37 oil blocks to 31 companies as part of Nigeria's 2025 licensing round;
- Nigeria signs a MoU with OCP Africa and Ground Truth Analytics as part of the launch of the National Agri-Food Productivity System (NAPS).

Ghana

- The Bank of Ghana maintains its key interest rate at 14%;
- The World Bank revises its assessment of Ghana's Energy Sector Recovery Program to "unsatisfactory";
- The government secures a USD 250,000 grant from the World Gold Council to formalize artisanal gold mining.

LE CHIFFRE À RETENIR

52 Md USD

C'est le taux de réserve en change du Nigeria au 20 juillet 2026, soit +37% depuis juillet 2025 (38 Md USD)

Nigeria :

La Banque centrale du Nigeria maintient son taux directeur à 26,5% ; L'importation de carburant en hausse de 207% au mois de juin ; La CEDEAO a signé l'Accord intergouvernemental relatif au Gazoduc Afrique-Atlantique (GAA) et a réaffirmé son soutien au projet ; L'autorité de régulation pétrolière amont du Nigeria (NUPRC) attribue 37 blocs pétroliers à 31 entreprises dans le cadre du cycle d'appel d'offres 2025 au Nigeria ; Le Nigeria signe un protocole d'accord avec OCP Africa et Ground Truth Analytics dans le cadre du lancement du Système National de Productivité Agroalimentaire (NAPS).

Ghana :

La Banque du Ghana maintient son taux directeur à 14% ; La Banque mondiale révisé son appréciation du Programme de relance du secteur énergétique du Ghana à « insatisfaisante » ; Le gouvernement obtient une subvention de 250 000 USD du Conseil mondial de l'or pour formaliser l'orpaillage artisanal.

La Banque centrale du Nigeria maintient son taux directeur à 26,5%

[D'après son dernier communiqué de politique monétaire, la Banque centrale du Nigeria \(CBN\) a annoncé sa décision de maintenir le taux directeur à 26,5%.](#) Le taux reste donc stable pour le cinquième mois consécutif, au même titre que le corridor qui reste inchangé à +50/-450 pdb et le ratio des réserves obligatoires (CRR) qui est maintenu à 45% pour les banques commerciales et 16% pour les banques d'affaires.

Le Comité de politique monétaire (CPM) de la CBN justifie maintenir ce taux élevé en raison de l'instabilité globale, due notamment à la guerre au Moyen-Orient qui a des effets sur les prix mondiaux de l'énergie et qui pourrait aggraver l'inflation domestique (à 15,9% en juin 2026). Le CPM note que cette décision intervient alors même que le taux d'inflation s'est abaissé au mois de juin et que l'économie nigériane fait preuve d'une bonne résilience face aux chocs exogènes.

Il s'agit d'une décision prudente, motivée par un objectif de stabilité des prix, dans un contexte plus général de desserrement monétaire. Ce maintien intervient après un premier abaissement du taux directeur de 27,5% à 27% (-50 pdb) en septembre 2025 et un second de 27% à 26,5% (-50 pdb) en février 2026.

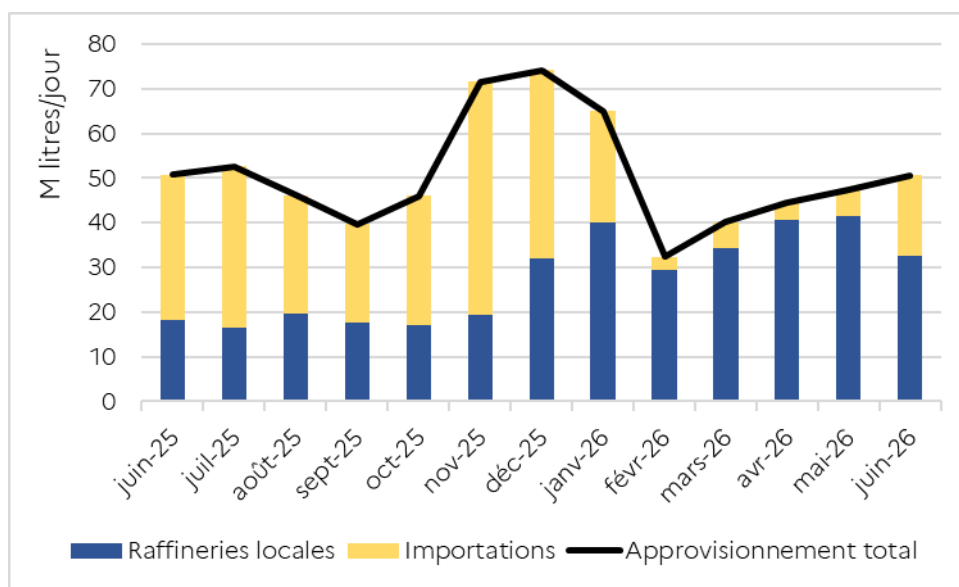
La prochaine réunion du CPM se tiendra les 21 et 22 septembre 2026.

L'importation de carburant fait x3 au mois de juin

[Selon les statistiques de l'autorité de régulation pétrolière intermédiaire et en aval du Nigeria \(NMDPRA\), les importations de carburant sont passées de 5,9 M litres par jour en mai 2026 à 18,1 M litres par jour en juin 2026.](#) Cette hausse de +207% de l'approvisionnement par l'importation s'accompagne aussi d'une baisse de l'approvisionnement par les raffineries locales qui est passé de 41,5 M litres par jour en mai à 32,5 M litres par jour (soit -22%).

La part des importations dans l'approvisionnement total était de 36% en juin 2026 contre seulement 8% en avril et 9% en février. Le niveau n'a cependant pas réatteint ceux de T2-2025, tous au-dessus des 50%.

Évolution de l'approvisionnement mensuel en carburant, importations vs production locale



Source : NMDRPA

Clef de lecture : En juin 2026, l'approvisionnement total en carburant était de 50,6 M litres par jour (courbe noire), les importations étaient de 18,1 M litres par jour (en jaune) et l'approvisionnement en production locale de 32,5 M litres par jour (en bleu).

La CEDEAO a signé l'Accord intergouvernemental relatif au Gazoduc Afrique-Atlantique (GAA) et a réaffirmé son soutien au projet

[Les chefs d'État de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest \(CEDEAO\) ont signé, lors d'un sommet à Freetown, l'accord intergouvernemental régissant le développement du gazoduc Afrique-Atlantique \(GAA\).](#) Le projet doit relier le Nigeria au Maroc grâce à un gazoduc d'environ 6 900 kilomètres traversant 13 pays côtiers.

Le gazoduc devrait transporter jusqu'à 30 Md de mètres cubes de gaz naturel par an, dont la moitié sera destinée aux marchés régionaux. Il relierait également le réseau gazier d'Afrique de l'Ouest au gazoduc Maghreb-Europe existant.

L'accord de Freetown ouvre la voie aux prochaines étapes institutionnelles du projet. Les partenaires doivent créer une société de projet dont le siège sera à Casablanca, puis mettre en place une autorité de haut niveau chargée du gazoduc, basée à Abuja. Ces deux entités seront ensuite chargées de coordonner la mobilisation des investisseurs et préparer la décision finale d'investissement.

L'autorité de régulation pétrolière amont du Nigeria (la NUPRC) attribue 37 blocs pétroliers à 31 entreprises dans le cadre du cycle d'appel d'offres 2025 au Nigeria

[Selon la NUPRC, 37 des 50 blocs proposés ont fait l'objet d'offres. Ces 37 blocs ont été attribués à 31 entreprises nigérianes.](#) Ces entreprises ne se verront attribuer définitivement les concessions qu'après le versement de la prime de signature correspondante et l'approbation du ministre des Ressources pétrolières, conformément à la loi de 2021 sur l'industrie pétrolière.

Dans son allocution, la directrice générale de la NUPRC, Oritsemeyiwa Eyesan, a exhorté les entreprises à verser leurs primes de signature dans les plus brefs délais et à développer leurs actifs, sous peine de les perdre, conformément à la clause « forage ou abandon » appliquée par la NUPRC.

Le Nigeria signe un protocole d'accord avec OCP Africa et Ground Truth Analytics dans le cadre du lancement du Système National de Productivité Agroalimentaire (NAPS)

[La cellule présidentielle de coordination des systèmes alimentaires \(PFSCU\) a signé un protocole d'accord avec OCP Africa, filiale du groupe marocain OCP spécialisée dans les solutions agricoles, et Ground Truth Analytics, entreprise marocaine spécialisée dans l'analyse géospatiale, en vue du lancement du Système national de productivité agricole \(NAPS\).](#) Cette plateforme numérique vise à renforcer la planification agricole, le suivi de la productivité et la prise de décision fondée sur les données grâce à des systèmes d'intelligence artificielle. Son déploiement débutera par une phase pilote assortie d'un programme de transfert de technologies, avec pour objectif, à terme, de doter le Nigeria d'une capacité nationale de collecte et d'analyse des données agricoles, détenue et gérée localement. Ground Truth Analytics, société créée par l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), assurera le rôle de partenaire technique durant la phase initiale de mise en œuvre, en collaboration avec les institutions nigérianes.

Ghana

La Banque du Ghana maintient son taux directeur à 14%

[À l'issue du 131^{ème} Comité de politique monétaire \(MPC\), la Banque du Ghana \(BoG\) a décidé de maintenir son taux directeur à 14%, invoquant des pressions inflationnistes externes croissantes et un possible durcissement des conditions de financement à court terme.](#) Malgré l'augmentation des prix de l'énergie, principal canal de transmission au Ghana de la crise au Moyen-Orient en raison de sa

dépendance aux hydrocarbures, l'excédent commercial a atteint 8,8 Md USD durant le premier semestre de 2026, après 5,8 Md USD sur la même période en 2025, et les réserves internationales brutes, utilisées pour le règlement des importations en devises étrangères, n'ont baissé que de 12% entre décembre 2025 et juin 2026.

En dépit de la situation extérieure, l'économie du Ghana s'est montrée performante en ce début d'année 2026, avec une croissance annuelle réelle de 6,4% au premier trimestre, une inflation en glissement annuel de 5,3% en juin 2026 (se rapprochant ainsi de la cible de la BoG de 8% +/- 2%) et une diminution du taux d'intérêt moyen des prêts bancaires à 15,6% en juin, après 27,0% un an plus tôt. Au-delà des indicateurs macroéconomiques conventionnels, le gouverneur de la BoG a cité l'amélioration de l'Indice composite d'activité économique (ICAE) de la BoG, qui suit des indicateurs du secteur réel à haute fréquence, ce dernier ayant enregistré une croissance annuelle de 13,4% en mai 2026, contre 4,4% en mai 2025.

La Banque mondiale abaisse à « insatisfaisante » son appréciation du Programme de relance du secteur énergétique ghanéen

[Dans son dernier rapport de mise en œuvre, la Banque mondiale a révisé son appréciation de l'implémentation du Programme de relance du secteur énergétique du Ghana de « modérément satisfaisante » à « insatisfaisante ».](#) Elle attribue ces retards aux contraintes de financement, aux perturbations liées aux élections et aux nouveaux contrôles des marchés publics. Pour de nombreuses composantes du programme, les décaissements dédiés demeurent suspendus en raison de l'absence d'autorisation du ministère des Finances. L'évaluation du risque global du projet est quant à elle maintenue à « substantiel ».

Le Programme de relance du secteur de l'énergie, entré en vigueur en mars 2025, vise à améliorer la viabilité financière de la Compagnie d'électricité du Ghana (ECG) en renforçant son efficacité opérationnelle, en réduisant les pertes de revenus et en élargissant l'accès à des solutions de cuisson propres dans tout le pays via le gaz de pétrole liquéfié (GPL). Le taux de recouvrement actuel d'ECG s'élève à 85%, en dessous des 87,4% enregistrés en septembre 2025, et est nettement inférieur à la trajectoire nécessaire pour atteindre l'objectif de 93% d'ici fin 2027. Parallèlement, les pertes financières combinées d'ECG et de la Compagnie de distribution d'électricité du Nord (NEDCo – l'entreprise publique qui se partage avec ECG le marché de la distribution d'électricité) continuent de se creuser, atteignant environ 1,5 Md USD, alors que le programme prévoit de les ramener à 525 M USD d'ici fin 2027.

Le gouvernement obtient une subvention de 250 000 USD du Conseil mondial de l'or pour formaliser l'orpaillage artisanal

Le gouvernement a obtenu une première subvention de 250 000 USD du Conseil mondial de l'or, dans le cadre d'un programme plus large de 1 M USD visant à formaliser l'orpaillage artisanal. Selon le ministre des Terres et des Ressources naturelles, ce financement soutiendra la création d'un réseau national d'usines de traitement de l'or. Alors que les mineurs artisanaux récupèrent actuellement moins de 20% de la valeur de l'or contenu dans le minerai extrait, ces nouvelles installations permettraient de porter ce taux à plus de 80%. L'amélioration des procédés de traitement devrait également réduire le recours à des pratiques néfastes pour l'environnement, telles que le lavage des minerais dans les cours d'eau, tout en les encourageant à commercialiser leur or à travers les circuits officiels.

Au Ghana, l'orpaillage illégal, communément appelé « galamsey », demeure un sujet de préoccupation majeur, avec des fuites d'or artisanal estimées à 11,4 Md USD entre 2019 et 2023 et des conséquences sur l'environnement et les populations rurales. Le « galamsey » concerne aujourd'hui près d'un million de mineurs.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

jade.kichou@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : jade.kichou@dgtresor.gouv.fr